



HORIZON STRATÉGIE

4^{ème} trimestre 2025

Lettre rédigée le 16/10/2025

CRÉATRICE D'OPPORTUNITÉS



Jean-Patrick MOUSSET

Directeur de l'Advisory
Banque Transatlantique

AVANT-PROPOS

II Les récents remous politiques français mettent en avant l'impasse budgétaire dans laquelle se trouve la France. Le déficit devrait rester supérieur à 5 % du PIB et le poids de la dette continuera d'augmenter. En cas de dissolution, la prime de risque par rapport aux Bunds pourrait dépasser 100 bps. Cependant, l'impact de la hausse des taux longs sur l'économie sera limité. Tout d'abord, le secteur bancaire se porte bien. Les banques sont bien capitalisées et peuvent faire face à une certaine augmentation des pertes. Ensuite, les obligations d'entreprises sont peu sensibles à une hausse des rendements de l'OAT. Certaines entreprises se financent déjà à des taux inférieurs à l'État français. Enfin, la contagion aux autres pays de la zone euro devrait être modeste, contrairement à la crise de la zone euro. La BCE interviendrait pour empêcher un élargissement « injustifié » des spreads. Sans minimiser les problèmes budgétaires de la France, la situation pourrait être gérable jusqu'en 2027. À plus long terme, une crise budgétaire plus importante pourrait advenir si, par exemple, un nouveau gouvernement tentait de mettre en œuvre une politique budgétaire beaucoup plus souple. D'où l'intérêt de diversifier une partie de ses placements vers des actifs réels (or, forêts) ou d'autres zones géographiques. II

Jean-Patrick MOUSSET

SOMMAIRE

1. MACRO-ÉCONOMIE	p.3
2. FOCUS CLASSE D'ACTIFS	p.8
3. PERFORMANCES DES PRINCIPAUX INDICES	p.14



1. MACRO-ÉCONOMIE

- Monde
- États-Unis
- Dépenses d'investissement dans l'IA
- Europe

[L'ESSENTIEL]

Le niveau d'endettement public des pays développés suscite l'inquiétude des investisseurs

L'investissement dans l'IA porte la croissance américaine

Les récentes baisses de taux d'intérêt et le plan de relance allemand constituent des facteurs de soutien pour l'Europe en 2026

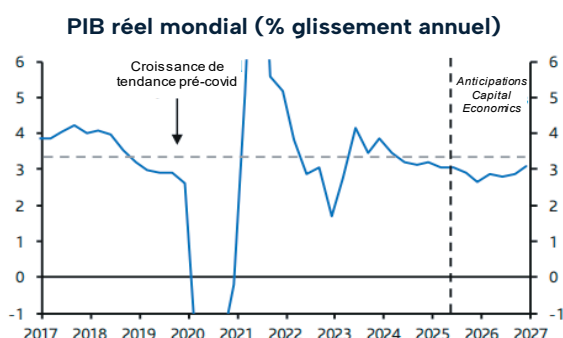


MONDE

Avec Gabriel CHAPON – Allocataire d'actifs

[RÉSILIENCE DES ÉCONOMIES MONDIALES]

À ce jour, la guerre commerciale des États-Unis envers leurs partenaires commerciaux n'a eu qu'un impact limité sur le commerce mondial, certes en ralentissement mais sans effondrement.



Sources : USITC, LSEG, CEIC, Capital Economics

+3 %

Le PIB mondial devrait croître de 3 % en 2026 et en 2027 avec des disparités régionales (source : Capital Economics).

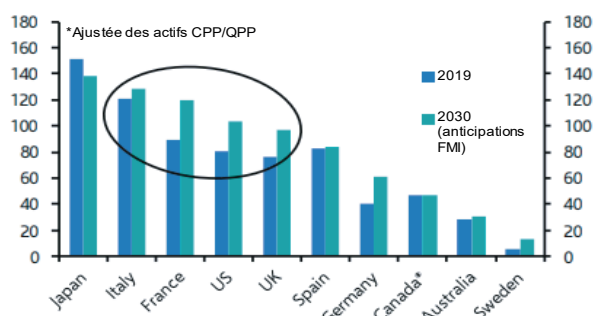
Les États-Unis devraient continuer de bénéficier des investissements massifs dans l'intelligence artificielle, compensant la faiblesse du marché du travail. Ce dernier est impacté par les mesures migratoires restrictives de l'administration Trump.

En zone euro, la croissance du PIB avoisinera 1 % en 2026 et 2027 (source : Capital Economics), conséquence d'une faible productivité et d'une démographie en difficulté. Le plan de relance allemand permettra en revanche à la première économie de la zone de sortir de plusieurs années de stagnation du PIB.

[TENSIONS BUDGÉTAIRES : SOURCE DE VIGILANCE]

Les États-Unis, la France et le Royaume-Uni affichent des trajectoires peu soutenables de déficit public sur le long-terme. Le retour vers un niveau proche de 3 % du PIB nécessiterait des compromis et pourrait pénaliser la croissance de l'activité économique.

Dette publique (% du PIB)

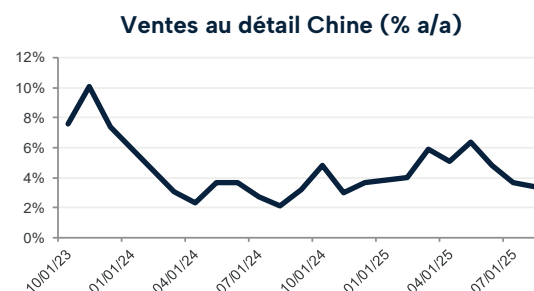


Sources : USITC, LSEG, CEIC, Capital Economics

■ **Nous n'anticipons pas de crise budgétaire, à condition que les gouvernements apportent les mesures nécessaires, à l'image de l'Italie qui devrait voir son déficit atteindre 3 % en 2025 selon le gouvernement italien, en ligne avec le traité de Maastricht.** ■

[LA CHINE PERD DE SON DYNAMISME]

Du côté des pays émergents, si la Chine pourrait officiellement atteindre son objectif de croissance à 5 %, les mesures d'activité officielles laissent entrevoir un ralentissement. La faiblesse de la consommation domestique, couplée aux difficultés persistantes du secteur immobilier, pèse sur l'activité économique.



Sources : FactSet, Banque Transatlantique

Le regain de tensions sur le front commercial avec les États-Unis à la suite d'un renforcement des contrôles d'exportation des terres rares nous invite à la prudence à court-terme. Un compromis pourrait émerger à l'issue de négociations en Corée du Sud lors du prochain sommet de l'APEC (Coopération Économique pour l'Asie-Pacifique).



ÉTATS-UNIS

Avec Cyril GAUTHERON – Allocataire d'actifs

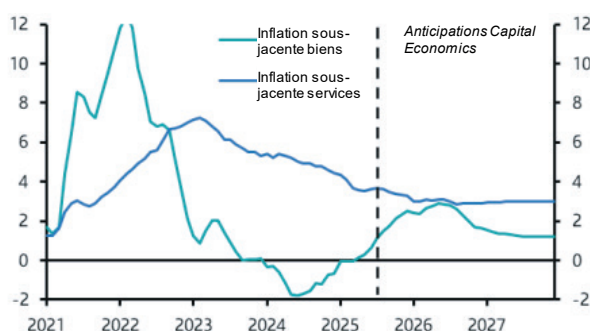
[LA GUERRE COMMERCIALE N'A PAS DIT SON DERNIER MOT]

L'administration américaine poursuit son offensive avec l'annonce fin septembre de droits de douane sur les meubles en bois (25 % pouvant aller jusqu'à 50 % dès 2026), le bois (10 %), les médicaments (100 %), les camions lourds (25 %) et l'ameublement (50 %).

L'Union Européenne, le Royaume-Uni ainsi que le Japon ne seront pas affectés en raison des accords passés à l'été.

Dans l'attente d'une décision de la Cour Suprême en novembre sur la légalité des droits de douane, nous estimons que D. Trump aura d'autres moyens de les mettre en place, même si cela passera par des processus plus lourds et moins flexibles.

Inflation CPI (%)



Sources : USITC, LSEG, CEIC, Capital Economics

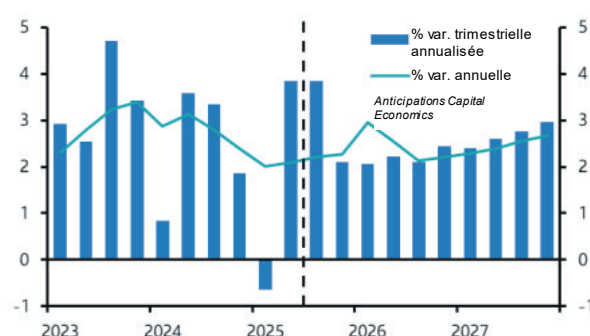
L'inflation pourrait repasser au-dessus de 3 %, principalement en raison d'une inflation des services toujours élevée, mais aussi de la contribution des biens durables. Si cette dernière composante évoluait en territoire négatif il y a quelques trimestres, elle s'établit désormais à +1,1 % (en glissement mensuel). La hausse des prix à la production et la composante des prix intrants dans les enquêtes ISM indiquent une poursuite du rebond des prix.

Compte tenu de cette lente répercussion sur les prix à la consommation, il semblerait que la hausse des prix à la production soit absorbée en majorité par les entreprises. Avec l'épuisement progressifs des stocks accumulés en amont des droits de douane, ces dernières pourraient voir leur marge se contracter légèrement.

Les États-Unis pourront en revanche compter sur un facteur de soutien de taille, à savoir les investissements dans l'intelligence artificielle (IA) et l'anticipation de futurs gains de productivité associés.

De plus, l'affaiblissement du dollar bénéficie aux entreprises exportatrices américaines.

PIB réel États-Unis (%)



Sources : USITC, LSEG, CEIC, Capital Economics

[UN CONSOMMATEUR AMÉRICAIN EN BONNE SANTÉ]

Les dépenses réelles de consommation des ménages se sont appréciées de +0,4 % en août (glissement mensuel). En dépit d'une confiance des ménages morose (indicateur Uni. Michigan à 55 pts) et des défauts de paiement sur les cartes de crédit en hausse, la consommation ne faiblit pas. Cette dynamique peut s'expliquer en partie par des salaires réels positifs et un effet richesse porté par des actions américaines sur des plus hauts historiques (S&P 500 autour de 6,700 pts). Après une croissance de 3,8 % annualisée au T2, le PIB pourrait croître sur un rythme similaire au T3.

3,25 %

(borne basse)

Notre cible de taux directeur de la Fed à fin 2026 (contre 3,00 % pour le consensus)

Cette situation de dynamisme économique et d'inflation couplée à la faiblesse du marché du travail complique la tâche de la Fed.

Nous estimons que la banque centrale se montrera plus prudente dans ses baisses de taux que ne l'anticipent les marchés financiers.



DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS AUX ÉTATS-UNIS

Avec Jean-Patrick MOUSSET – Directeur de l'Advisory

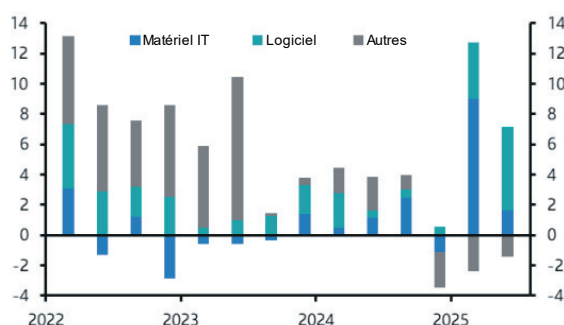
[DES MONTANTS D'INVESTISSEMENT COLOSSAUX]

Les géants de la technologie investissent des sommes significatives dans la course à l'intelligence artificielle (IA).

Le développement de l'IA se matérialise plus rapidement que prévu, entraînant une croissance du PIB supérieure aux attentes.

Les composants matériels (« hardware ») et logiciels (« software ») constituent les principaux relais de croissance de l'investissement des entreprises.

Contribution à la croissance trimestrielle annualisée en investissement des entreprises



Sources : LSEG, Capital Economics

\$400 Mds

Les « 7 Magnifiques » devraient investir environ \$400 Mds en dépenses d'investissement sur 2025, après \$270 Mds en 2024 (source : Capital Economics).

Les États-Unis devraient conserver leur position de leader en IA et en engranger les bénéfices au fur et à mesure que l'adoption de cette technologie se concrétise. Un rapport du MIT publié cet été reconnaissait cependant que seuls 5 % des projets IA menés à ce jour ont eu un impact positif sur les bénéfices des entreprises.

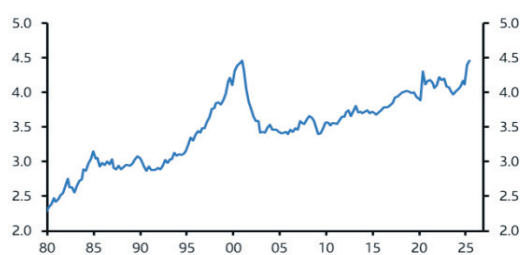
[VIGILANCE SUR UN POTENTIEL CYCLE DE NORMALISATION]

Ces investissements massifs interrogent sur leur pérennité. Les messages et résultats des « 7 Magnifiques » seront scrutés de près chaque trimestre pour jauger d'un éventuel essoufflement.

Une potentielle normalisation des investissements couplée à un fléchissement de l'enthousiasme autour de l'IA sont des risques à surveiller.

Le poids des investissements en matériel et logiciel IT dans la part du PIB atteignent des niveaux similaires à la bulle internet.

Investissement en matériel et logiciel IT (% du PIB)



Sources : rapports financiers des principales sociétés de la technologie, LSEG, Capital Economics

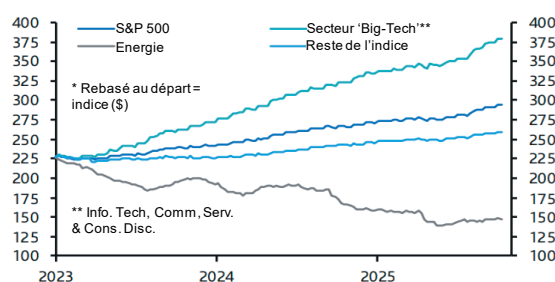
■ À ce jour, la croissance de l'activité ne provient pas encore de gains réalisés grâce à l'IA, mais des investissements liés aux centres de données permettant de fournir les capacités de calcul aux modèles d'IA. ■

[LA MONÉTISATION DES SOLUTIONS DE L'IA RESTE UN SUJET D'INCERTITUDES]

Pour l'heure, les « 7 Magnifiques » représentent environ 35 % du S&P 500 et sont principalement à l'origine des révisions haussières des bénéfices pour 2026 depuis le Liberation Day.

Le risque de concentration est important pour un investisseur s'exposant via une stratégie passive aux actions américaines.

S&P 500: croissance anticipée des BNPA à 12 mois



Sources : LSEG, Capital Economics



EUROPE

Avec Cyril GAUTHERON – Allocataire d'actifs

[LA CROISSANCE STAGNERA AUTOUR DE 1 % EN 2026 ET 2027] (source : Capital Economics)

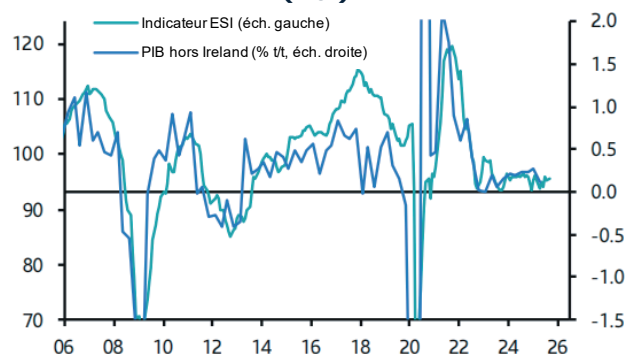
L'impact des tensions commerciales ne sera que limité sur les exportations européennes en raison de l'accord limitant les droits de douane à 15 %.

Un certain degré d'incertitude perdure car les États-Unis pourraient remettre en cause leur accord avec l'UE s'ils estiment que les achats et investissements (énergie, semiconducteurs...) négociés en contrepartie de ce taux ne sont pas respectés.

Dans un climat des affaires hésitant et une confiance des consommateurs dégradée (indice Economic Sentiment Index à 95,5 pts), affectés par le contexte politique, la BCE devrait abaisser une nouvelle fois son taux directeur de 25bps à 1,75 % d'ici la fin d'année.

Cette nouvelle baisse permettra de redonner de l'air à l'économie européenne grâce à l'assouplissement des conditions d'octroi de crédit des banques commerciales.

PIB réel & Indice du Sentiment Economique (ESI)



Sources : LSEG, Capital Economics

[UNE INFLATION SOUS CONTRÔLE]

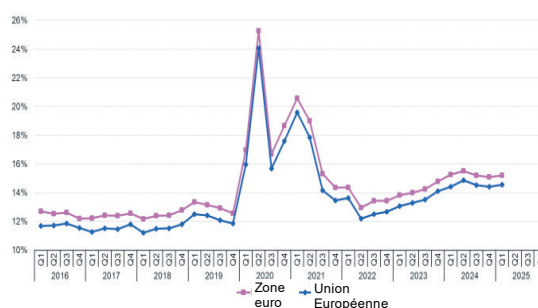
L'inflation devrait repasser rapidement sous la cible de 2 % au niveau de la zone euro en raison du ralentissement de l'inflation dans les services.

Le marché du travail se normalisant, la croissance des salaires ralentit. Les enquêtes d'intention d'embauche des entreprises sont à un niveau reflétant une faible croissance de l'emploi.

[DES CATALYSEURS À VENIR]

Le plan de relance allemand impulsera une dynamique positive pour toute la zone. L'amélioration des conditions de crédit, le regain de visibilité suite aux accords commerciaux et une inflation à sa cible, pourraient dynamiser la consommation des ménages grâce à une réduction du taux d'épargne (actuellement supérieur à 15 %).

Taux d'épargne des ménages (ajust. saisonnier)



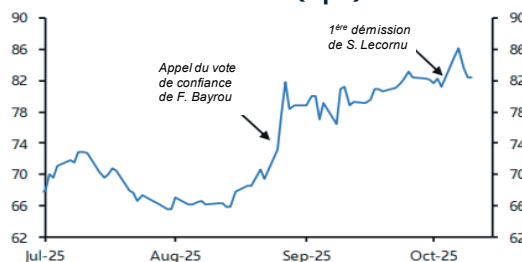
Source : Eurostat

[LA FRANCE DANS UN BROUILLARD POLITIQUE]

La nomination pour la seconde fois consécutive de S. Lecornu constitue toujours une source d'incertitude politique entravant l'objectif de réduction des déficits. Dans l'impasse, le Premier Ministre n'aura d'autres choix que d'établir des compromis et potentiellement revenir en arrière sur certaines réformes. Alors que F. Bayrou visait une réduction du déficit public à 4,7 % en 2026, il semble aujourd'hui probable que les concessions aboutissent à un endettement supérieur à 5 %.

En conclusion, le poids de la dette française continuera de faire peser un risque sur les finances publiques à long-terme.

Prime de risque de l'emprunt France-Allemagne à 10 ans (bps)



Sources : LSEG, Capital Economics



2. FOCUS CLASSES D'ACTIFS

- Forêts
- Dollar US
- Or
- Dette émergente

[L'ESSENTIEL]

La défiance vis-à-vis du dollar porte le cours de l'or sur des sommets

La dette des pays émergents attire de nouveau les investisseurs avertis

La forêt est un actif de diversification et répond à plusieurs usages



FORÊTS

Avec Julien LEDOUX – Expert immobilier
& Cyril GAUTHERON – Allocataire d'actifs



[LE BOIS : UNE RESSOURCE D'AVENIR]

En vertu de son caractère durable et renouvelable, la demande en bois devrait progresser dans les années à venir. Cette ressource naturelle répond à plusieurs usages :

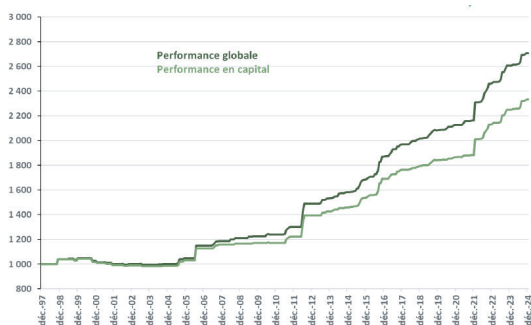
- **Énergie** : la biomasse est la principale énergie renouvelable en France et au niveau européen
- **Construction** : fortement utilisé dans les pays du Nord de l'Europe (jusqu'à 90 % des maisons individuelles en Suède). La France pourrait accroître sa demande d'ici 2050 de 29 à 49 % (source : IGN, Carbone4). Malgré une réglementation sur les normes incendies, induisant des coûts, les matériaux biosourcés devraient être de plus en plus favorisés (ex : RE2020 fonde des exigences sur le bilan carbone et la fin de vie des matériaux)
- **Autres et nouveaux usages** : chimie du bois, nano cellulose, ameublement, etc...

~ +5 % /an*

L'investissement dans les forêts affiche une performance stable sur la durée, autour de 5 %/an historiquement.

*indice IEIF ASFFOR

Performance depuis 1997 des forêts (indice IEIF ASFFOR)

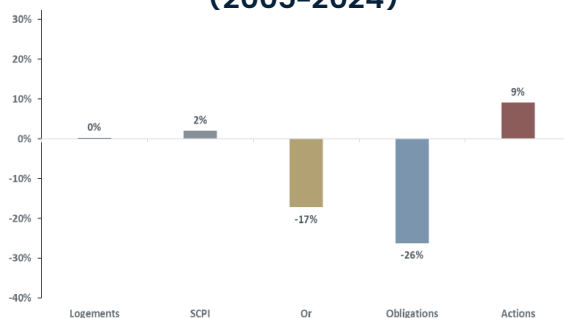


Sources : IEIF, ASFFOR

Les performances passées ne présagent pas des performances futures.

Par ailleurs, cet actif affiche une faible corrélation avec les principales classes d'actifs.

Corrélation des performances avec la forêt (2005-2024)



Sources : IEIF, ASFFOR, EDHEC, INSEE, Euronext, AFT

[UN ACTIF FRANÇAIS STRATÉGIQUE]

La forêt française est un actif stratégique bénéficiant de qualités intrinsèques :

- 4ème forêt en Europe
- 190 essences différentes sur 450 en Europe

La valeur d'une forêt s'évalue en grande majorité par son peuplement (maturité, essence, qualité et volume), puis par le foncier (superficie, desserte forestière, qualité du sol et climat).

Notons que la valeur foncière progresse de concert avec le cours du bois.

[UN ACTIF DURABLE]

Le bois en tant que ressource naturelle, dispose d'un caractère durable et contribue à :

- La captation du CO2
- Le refroidissement de l'atmosphère via l'évapotranspiration
- La production d'oxygène
- La purification de l'air
- La rétention d'eau permettant un approvisionnement pour l'industrie (ex : centrale nucléaire)

Ainsi, les forêts ont une forte contribution à l'adaptation et à la lutte contre le changement climatique.

En contrepartie, les forêts sont exposées à des risques propres (nuisibles...) ainsi qu'aux risques climatiques, en particulier ceux liés à l'intensification des feux de forêt.



DOLLAR US

Avec Jean-Patrick MOUSSET – Directeur de l'Advisory

[DEUX SCÉNARIOS POUR DEUX HORIZONS DE TEMPS]

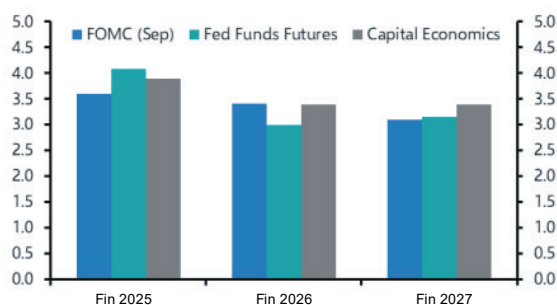
À court terme, le dollar bénéficie de facteurs de soutien lui permettant de se stabiliser, voire de reprendre un peu de vigueur après la forte baisse observée depuis le début d'année.

En effet, la devise peut compter sur une résilience de l'activité américaine et des surprises économiques positives, à l'image d'une révision haussière du PIB du T2 annualisé à +3,8 % contre +3,3 % lors de la publication initiale.

De plus, le marché de l'emploi est certes moins tendu mais est loin d'une situation préoccupante avec un taux de chômage toujours bas à 4,3 %.

L'inflation repart à la hausse et devrait dépasser le seuil des 3 % sous l'effet des droits de douane.

Anticipations des taux directeurs de la Fed



Sources : LSEG, USITC, Federal Reserve, Capital Economics

Ainsi, la Fed devrait se montrer plus prudente dans son cycle de baisse des taux que ne l'anticipent les marchés. Ce réajustement du différentiel de taux entre les États-Unis et la zone euro, couplée à un différentiel des surprises économiques, est favorable à la devise américaine à court-terme.

[UNE TRAJECTOIRE DIFFÉRENTE À LONG TERME]

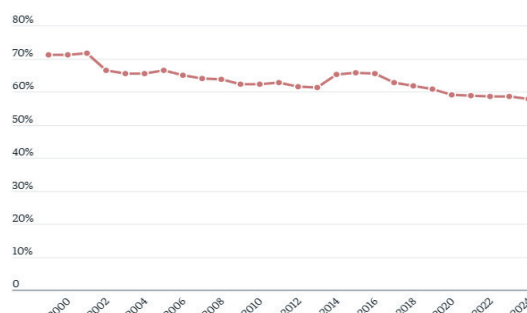
Le dollar bénéficie du statut de monnaie de référence pour le commerce mondial. Cependant, la position de l'administration américaine à l'égard de ses partenaires commerciaux poussent certains États, notamment émergents, à se détourner de la devise américaine pour une partie de leurs échanges. Toutefois, cette tendance reste modérée en l'absence d'alternative crédible.

73 %

Des banques centrales prévoient une baisse modérée ou significative du dollar dans leurs réserves dans les cinq prochaines années.

(source : World Gold Council)

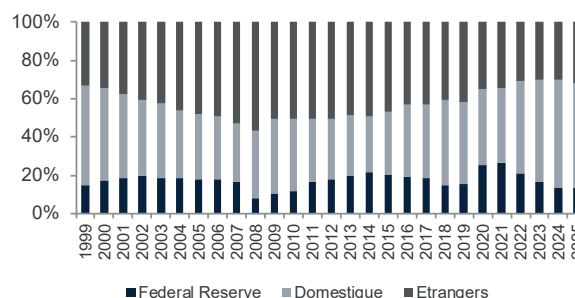
Part du dollar US dans les réserves mondiales



Source : FMI

|| La trajectoire du déficit public américain (~6 % sur les dix prochaines années selon le CBO) devrait peser sur l'attractivité des Treasuries. ||

Détention des Treasuries US (%)



Sources : Federal Reserve, Banque Transatlantique

Le risque que l'administration Trump fait peser sur l'indépendance de la Fed est également un facteur de dépréciation du dollar.

Ces risques devraient amener les investisseurs à repenser leur exposition à la devise US et inciter à se couvrir.

Sur un horizon de long-terme, la parité d'équilibre du dollar se situerait entre 1,20 et 1,25 contre EUR (source : Capital Economics).



OR

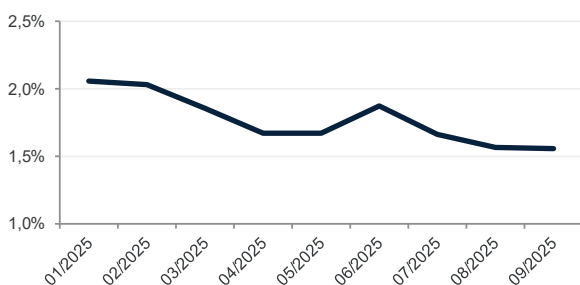
Avec Gabriel CHAPON – Allocataire d'actifs

[RECORD HISTORIQUE POUR LE COURS DE L'OR]

A plus de \$4,000/once, l'or poursuit son cycle haussier, nourri par de nombreux facteurs positifs.

La baisse du dollar ainsi que la reprise du cycle de baisse des taux de la Fed et la baisse concomitante des taux réels américains depuis le début d'année sont des catalyseurs positifs pour le métal doré. En effet, un arbitrage naturel avec les actifs sans risque s'opère, notamment les Treasuries.

Taux d'intérêt réel US à 10 ans



Sources : FRED Saint Louis, Banque Transatlantique

Les incertitudes sur la soutenabilité de la dette et sur l'indépendance de la Fed effraient les investisseurs et les incitent à privilégier l'or en tant que valeur refuge.

Le rôle de valeur refuge est l'une des caractéristiques qui est recherchée par les investisseurs lors de périodes d'incertitudes géopolitiques. Ces défiances sont actuellement alimentées par l'éloignement des espoirs d'accord de paix entre l'Ukraine et la Russie, ainsi que les tensions Russie-OTAN, à l'image des récentes intrusions de drones dans l'espace aérien de l'alliance. Dans le but notamment de contourner le risque de sanctions américaines sur les avoirs libellés en dollar, tel que l'on a pu l'observer à l'encontre de la Russie en 2022, les banques centrales allègent leurs réserves en USD au profit de l'or.

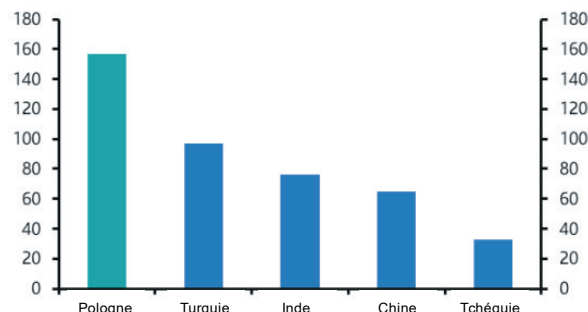
La demande des investisseurs chinois pour cet actif réel dans leur patrimoine devrait rester pérenne à moyen-terme compte tenu de la défiance à l'égard du marché immobilier.

43 %

Des banques centrales prévoient une hausse de leurs réserves en or dans les 12 prochains mois et aucune d'entre elles n'anticipe une diminution.
(source : World Gold Council, rapport 2025)

Parmi les banques centrales, la Pologne trône à la première place dans les achats d'or depuis 2024. Le Président de la Banque Nationale de Pologne a déclaré début septembre vouloir augmenter la part d'or dans les réserves à 30 %, contre 20 % actuellement. Par ailleurs, les banques centrales émergentes souhaitent augmenter leurs réserves de 15 à 25 %.

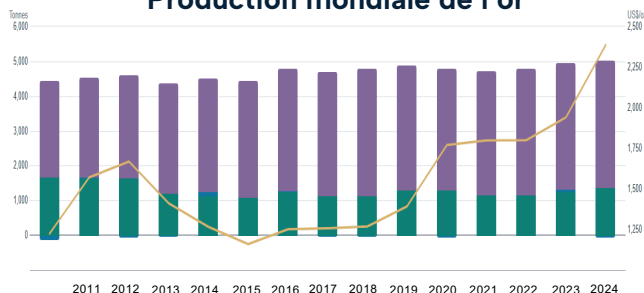
Top 5 des achats d'or des banques centrales (tonnes, depuis 2024)



Sources : FMI, Capital Economics

Ces catalyseurs sont de nature à pousser le cours de l'or à la hausse dans un environnement où la production d'or n'augmente que de 2 % par an.

Production mondiale de l'or



Source : World Gold Council



DETTE EMERGENTE

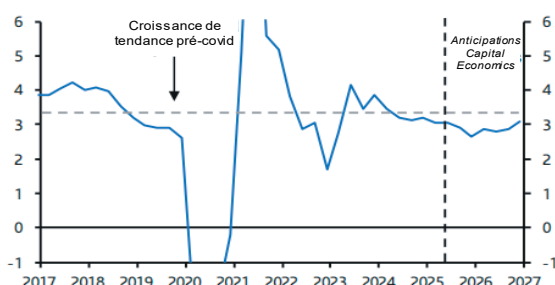
Avec Cyril GAUTHERON – Allocataire d'actifs

[DES RENDEMENTS ATTRACTIFS]

La dette émise par les pays émergents permet de diversifier son exposition obligataire. Le rendement à maturité s'élève autour de 7 % pour la dette en devise locale.

La dette émergente en devise locale est détenue en majorité par des investisseurs domestiques (environ à 87 %*) permettant de se prémunir des chocs de fuite de capitaux étrangers lors de période d'aversion au risque.

Prix à la consommation (% a/a)

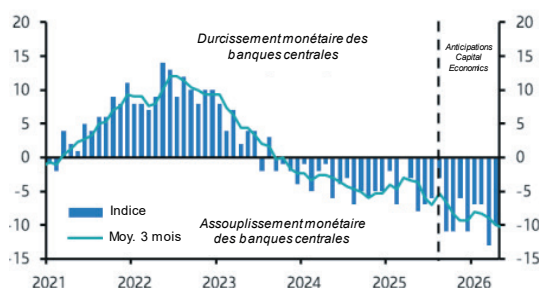


Sources : LSEG, Capital Economics

■ Dans la plupart des pays émergents, l'inflation est sous contrôle et des baisses de taux supplémentaires sont anticipées, favorisant l'appréciation du cours des obligations. ■

Le ralentissement économique causé par un léger fléchissement du commerce mondial consécutif à la mise en place des droits de douane américains devrait conforter les banques centrales dans leur volonté d'assouplir leur politique monétaire. Cette réduction de l'écart d'inflation entre les pays émergents et développés est de nature à limiter la dépréciation des devises émergentes.

Anticipations de baisse des taux des banques centrales émergentes



Sources : LSEG, CEIC, US ITC, FocusEconomics, Capital Economics

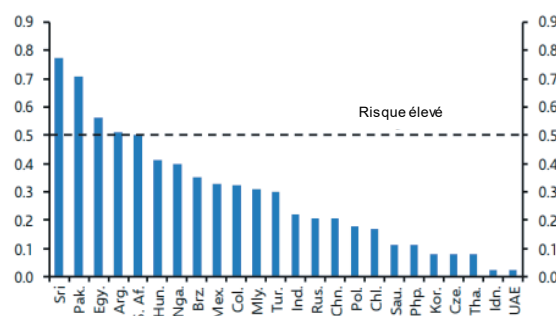
*En proportion dans l'indice JPMorgan GBI-EM

En lien avec l'affaiblissement du dollar, la baisse de la devise américaine est historiquement favorable aux actifs émergents.

[UNE SITUATION BUDGÉTAIRE SOUTENABLE]

Le niveau de dette publique est moindre par rapport aux pays développés grâce à une plus grande rigueur budgétaire et des niveaux de croissance supérieurs.

Indicateur de risque sur la dette souveraine émergente



Sources : LSEG, CEIC, US ITC, FocusEconomics, Capital Economics

L'hétérogénéité des pays émergents invite à la sélection. Certains pays, tels que le Pakistan ou l'Égypte, affichent des gouvernances défailtantes ou des difficultés avec la gestion de leur dette.

D'autres risques existent, comme l'indépendance des banques centrales (ex : Turquie) ou le risque de change. Toutefois, au global, ce dernier risque est estimé à un faible niveau depuis deux décennies et la couverture de ce risque est possible. Le marché dispose d'un momentum positif avec les hausses de notation de plusieurs pays en septembre (Maroc, Jamaïque, Costa Rica et Sri Lanka), tandis qu'un seul pays voit sa note dégradée (Botswana).

[UN POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE]

Le marché de la dette émergente s'est institutionnalisé. En revanche, les grands investisseurs privés affichent une sous-exposition à la classe d'actif. Selon le rapport d'UBS Global Family Office, l'allocation en dette émergente (émise en devises locales et devises fortes comme l'USD, l'EUR ou CHF) est passée de 6 % en 2019 à 3 % en 2024.



3. PERFORMANCES DES PRINCIPAUX INDICES

[L'ESSENTIEL]

De nombreux marchés
actions battent leurs
records historiques

L'or en tête du
classement des classes
d'actifs sur fond de
tensions géopolitiques

Les obligations
d'entreprises ont
continué d'offrir
des performances
intéressantes pour des
investisseurs prudents

[PERFORMANCES DES PRINCIPAUX INDICES]

17/10/2025

		Rendements totaux – devise locale				
	Niveaux actuels	Perf. début d'année	3 mois	6 mois	1 an	5 ans annualisé
ACTIONS						
S&P 500 – US	6 664	14,5 %	6,2 %	27,0 %	15,6 %	15,6 %
Nasdaq 100 – US	24 818	18,8 %	7,7 %	36,4 %	23,8 %	16,8 %
Eurostock 50 – europe	5 607	17,8 %	4,6 %	16,2 %	16,9 %	15,0 %
CAC 40 – France	8 174	14,4 %	4,9 %	15,6 %	11,5 %	14,0 %
FTSE 100 – UK	9 355	18,0 %	5,2 %	15,0 %	15,6 %	13,7 %
TOPIX – Japon	3 170	16,5 %	12,7 %	26,8 %	20,9 %	17,2 %
Hang Seng – Hong Kong	25 247	30,0 %	3,8 %	20,9 %	30,1 %	4,3 %
BEL 20 – Belgique	4 963	19,6 %	9,6 %	21,4 %	18,2 %	12,1 %
FTSE Epra Nareit – Foncières EU	1 719	11,2 %	1,7 %	9,0 %	-0,2 %	-0,6 %
S&P/TSX Composite – Canada	30 108	24,4 %	10,6 %	26,1 %	25,3 %	16,3 %
TAUX						
US Treasury 10 ans – US	4,00 %	8,4 %	4,9 %	5,1 %	5,2 %	-2,6 %
US Treasury 2 ans – US	3,46 %	4,2 %	1,7 %	2,3 %	4,6 %	1,4 %
Bund 10 ans – Allemagne	2,58 %	0,9 %	1,3 %	0,7 %	0,4 %	-3,2 %
Bund 2 ans – Allemagne	1,91 %	1,8 %	0,4 %	0,6 %	2,3 %	0,3 %
QAT 10 ans – France	3,36 %	2,5 %	1,4 %	1,1 %	1,3 %	-
Euribor 3 mois – Europe	2,01 %	2,2 %	0,5 %	1,1 %	3,2 %	-
US Bill 3 mois – US	3,92 %	3,5 %	1,1 %	2,2 %	4,5 %	-
CRÉDIT						
ICE BofA US Corporate	4,76 %	7,9 %	4,3 %	6,9 %	6,0 %	0,6 %
ICE BofA US High Yield	7,11 %	6,9 %	2,3 %	7,1 %	7,3 %	5,2 %
ICE BofA Euro Corporate	3,07 %	3,4 %	1,2 %	2,4 %	3,9 %	0,1 %
ICE BofA Euro High Yield	5,58 %	4,1 %	0,8 %	4,1 %	5,5 %	3,9 %
MATIÈRES PREMIÈRES						
Or (NYMEX S)	4 109	59,4 %	25,4 %	26,6 %	55,7 %	17,1 %
Brent (\$/bbl)	61	- 17,9 %	-14,1 %	-11,7 %	-17,6 %	8,2 %
Bloomberg Commodity Index	106	6,9 %	1,1 %	2,6 %	7,4 %	7,6 %
DEVISES						
EUR/USD	1,17	12,4 %	0,7 %	2,8 %	7,8 %	0,0 %
EUR/JPY	175,15	7,6 %	1,9 %	8,7 %	8,4 %	7,2 %
EUR/GBP	0,87	5,1 %	0,7 %	1,6 %	4,5 %	-0,8 %

Les performances passées ne présagent pas des performances futures.

Source : FactSet

Indices utilisés pour le calcul des performances de la catégorie « Taux » :

US Treasury 10 ans : S&P U.S. Treasury Bond Current 10-Year Index | US Treasury 2 ans : S&P U.S. Treasury Bond Current 2-Year | Bund 10 ans : Bloomberg Global Germany (7-10 Y) | Bund 2 ans : Bloomberg Germany (1-3 Y) | OAT 10 ans : Bloomberg France (7-10 Y) | US Bill 3 mois : S&P U.S. Treasury Current 3-Month Bill

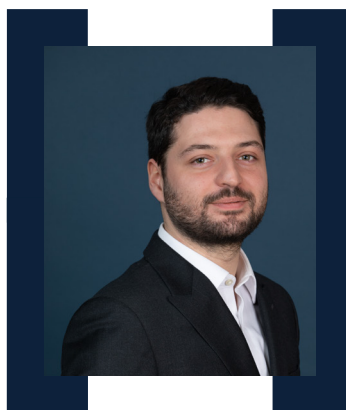
NOTRE MISSION

Vous accompagner avec des solutions d'investissement sur-mesure et des conseils stratégiques de haut niveau afin de protéger et de valoriser votre patrimoine dans la durée.

NOS EXPERTS



Jean-Patrick MOUSSET
Directeur de l'Advisory



Gabriel CHAPON
Allocataire d'actifs



Cyril GAUTHERON
Allocataire d'actifs



SUIVEZ NOTRE ACTUALITÉ

[SUR NOTRE SITE]

www.banquetransatlantique.com

[SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX]



[BANQUE TRANSATLANTIQUE]

Siège social : 26 Avenue Franklin D. Roosevelt – 75008 Paris

Adresse de correspondance : 26 Avenue Franklin D. Roosevelt – 75312 PARIS Cedex 08

BANQUE TRANSATLANTIQUE – Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 29 371 680 €

26, avenue Franklin D. Roosevelt 75372 Paris cedex 08 – tél 01 56 88 77 77 – swift CMCIFRPP – <http://www.banquetransatlantique.com> – 302 695 937 RCS Paris – TVA intracommunautaire : FRI3302695937

Pour les opérations effectuées en sa qualité d'intermédiaire en opérations d'assurance : ORIAS n° 07 025 540. Pour toute demande sur la bonne exécution du contrat : 09 69 32 06 06 (appel non surtaxé). Toutes les informations relatives au traitement des réclamations sont notamment disponibles sur le site internet : <https://www.banquetransatlantique.com> ou au guichet.

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information. Les données chiffrées, commentaires ou analyses figurant dans ce document reflètent le sentiment à ce jour de la Banque Transatlantique sur les marchés, leur évolution, leur réglementation et leur fiscalité, compte tenu de son expertise, des analyses économiques et des informations publiques possédées à ce jour. Ces données sont en conséquence susceptibles de changer à tout moment et sans avis préalable. Les éventuelles informations faisant référence à des instruments financiers contenues dans ce document ne constituent en aucune façon une analyse financière, un conseil en investissement ni une recommandation d'investissement. Leur consultation est effectuée sous votre entière responsabilité. Toute opération de marché sur un instrument financier comporte des risques, en particulier un risque de perte en capital. Toute reproduction de ce document est formellement interdite sauf autorisation expresse de la Banque Transatlantique.

